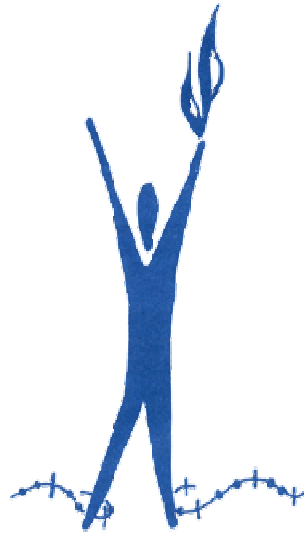


Agréée par l'ordonnance Ministérielle n°530/0273 du 10 novembre 1994 revoyant l'ordonnance n°550/029 du 6 février 1991



« Est membre de l'Union Interafricaine des Droits de l'homme et des Peuples (UIDH), membre affilié de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de L'Homme (FIDH), a le statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et a le statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC. »

Bulletin d'information de la Ligue Burundaise des Droits de l'Homme « ITEKA »

« ITEKA N'IJAMBO »n°3

TABLE DES MATIERES

page

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
0 .INTRODUCTION.....	4
I. LES ALLEGATIONS DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME.....	4
<i>I.1. DES ALLEGATIONS D'ATTEINTES AU DROIT A LA VIE.....</i>	<i>4</i>
<i>I.2. DES CAS D'ENLEVEMENT ET DISPARITIONS FORCEES.....</i>	<i>6</i>
<i>I.3. DES CAS D'ARRESTATIONS ET DE DETENTIONS ARBITRAIRES</i>	<i>6</i>
<i>I.4. LES POLICIERS ET MILITAIRES ISSUS DES EX-FAB PRIS POUR CIBLES PAR LE POUVOIR DU CNDD-FDD.....</i>	<i>8</i>
II. FAITS SECURITAIRES.....	9
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	11

SIGLES ET ABREVIATIONS

UNOPS: United Nations Office for Project Services

PMPA: Partis et Mouvements Politiques Armés.

FAB : Forces Armées Burundaises

CNDD-FDD : Conseil National pour la Défense de la Démocratie- Force de Défense de la Démocratie

MSD : Mouvement pour la Solidarité et le Développement

SNR : Service National de Renseignements

API : Appui à la Protection des Institutions

0. INTRODUCTION

Le présent Bulletin couvre la période du 18 au 24 avril 2016. Il contient des allégations de violations des droits de l'homme commises durant cette période, notamment des cas d'atteintes au droit à la vie avec au moins 13 cas illustratifs parvenus à la Ligue ITEKA, au moins 5 cas d'enlèvements et de disparitions forcées dont au moins trois militaires dont un aumônier militaire ainsi que de nombreux cas d'arrestations arbitraires.

Ce numéro réserve une page qui relate les intimidations répressives qui sont dirigées contre les Ex- FAB. A titre illustratif, un policier et un militaire Ex FAB tués, deux officiers portés disparus et six policiers, tous ex FAB, en état de privation de liberté, accusés d'être des voleurs

Le Bulletin termine sur une note relative à la sécurité du pays qui montre des signes d'une situation explosive que le pays connaît depuis l'annonce de la candidature du président Nkurunziza en avril 2015, avant d'atterrir sur la conclusion et les recommandations.

La période couverte par ce bulletin aura été marquée par des attaques qui ont ciblé la commune de Mugamba considérée comme un « tutsi land », consécutivement à une attaque qui avait touché des manifestants du CNDD-FDD qui se désaltéraient dans un bar samedi le 16 avril 2016. Une attaque qu'une source interne du CNDD-FDD attribue à l'un de ses membres dans la tactique stratégique du pouvoir de Bujumbura de justifier la répression envers les quartiers et communes contestataires du troisième mandat.

Le présent Bulletin évoque les violences qui visent les quartiers de la Mairie de Bujumbura, contestataires du troisième mandat de Pierre Nkurunziza.

I. LES ALLEGATIONS DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

I.1. DES ALLEGATIONS D'ATTEINTES AU DROIT A LA VIE

Quatre morts dans une attaque armée survenue sur un bar en commune de Mugamba

Quatre personnes dont un enseignant le nommé NZOKIRA Athanase et un militaire en congé du nom de Burerwa ont été tuées dans une attaque faite par des militaires burundais le soir du mercredi 20 avril 2016 sur la colline de Kivumu en commune de Mugamba, province de Bururi. Ces militaires ont terrorisé les gens qui étaient dans un bar avant de leur tirer dessus. Selon des sources sur place, les militaires disaient se venger contre les Tutsi de Mugamba qui ont tué 4 membres Hutu du CNDD-FDD, samedi le 16/4/2016. Consécutivement à l'attaque qui a visé samedi le 16 avril 2016 des membres du parti au pouvoir (CNDD-FDD), les policiers et les militaires auraient décidé de se venger. Ainsi des habitants de cette commune sont terrorisés tandis que des jeunes ont fui leurs collines respectives. Ces militaires et policiers procèdent également

à des vols d'argent et de téléphones lors des opérations d'arrestations et de fouilles perquisitions.

Précisons que cette attaque rentrerait dans le cadre de la tactique stratégique du pouvoir pour justifier la répression contre les anti- troisième mandat du Président Nkurunziza. Cette tactique consisterait à simuler des attaques rebelles pour justifier la répression qui s'en suit.

Deux personnes dont un lieutenant-colonel tuées en zone urbaine de Kinama

Le Lt-Col Emmanuel Buzubona et le motard qui le transportait ont été tués le soir du 20 avril 2016 en zone urbaine de Kinama. La victime vivait au quartier de Bukirasazi à la 5ème avenue de cette même zone urbaine de la Mairie de Bujumbura. Le colonel était un ex PMPA hutu. Selon des sources recueillies, le colonel était en congé et n'avait pas été réaffecté à un autre poste depuis son retour de mission en Tanzanie, il y avait 6 mois. Il était instructeur dans le cadre de la coopération de l'Est African Community. Il avait été arrêté le 12 décembre 2015 par le SNR, soupçonné de soutenir les insurgés opposés au troisième mandat du Président Nkurunziza, avait été relâché 6 jours plus tard mais était resté sous la surveillance de ce Service présidentiel.

Des témoignages ont fait part d'une explosion et de tirs entre 19h et 20h à la 5e avenue du quartier de Bukirasazi 1 en zone de Kinama tout près de son domicile. Des Imbonerakure seraient derrière cet assassinat et aucune enquête n'a été signalée. Le porte-parole de la police s'est contenté de dire que les auteurs sont difficilement identifiables.

Une personne tuée dans un bar à Ngagara

Belinda Munyana a été tuée lundi 18 avril 2016, vers 22 heures, dans une attaque armée qui a visé un bar « Chez Ndizeye » se trouvant au quartier 5, situé à moins de 50 mètres du camp API en zone urbaine de Ngagara, la zone connue pour abriter des contestataires du mandat du président Pierre Nkurunziza. La victime habitait au quartier 7 de la même zone urbaine de Ngagara. Des observateurs avisés indiquent que les auteurs de cette attaque seraient venus de ce camp qui s'illustre dans la répression des manifestants et des opposants au troisième mandat de Pierre Nkurunziza. Les assaillants ont volé tout de leurs victimes : téléphone portables, argent.

Une élève abattue par les Imbonerakure en zone urbaine de Cibitoke

Cynthia Hakizimana a été abattue dans la nuit du 18 avril 2016 par des hommes en tenues civiles lorsqu'elle se trouvait sur une moto Bajaj, en zone urbaine de Cibitoke. Les auteurs de ce crime ont tiré sur cette moto dont le chauffeur a refusé d'obtempérer aux ordres de s'arrêter. Grièvement blessée, la victime a été transportée à l'hôpital, et a succombé à ses blessures. Une autre personne qui était avec la victime, a été gravement touchée. La moto Bajaj était en provenance de la zone urbaine de Cibitoke au niveau de la dorsale à la 14ème avenue.

Un cadavre retrouvé en commune de Gitega

Le nommé Gaspard Habarugira a été retrouvé mort le matin du 18 avril 2016 dans une petite brousse tout près du cimetière des musulmans en commune et province de Gitega. La victime était originaire de la commune de Bugenyuzi en province de Karuzi, frontalière à la province de Gitega au nord. Ce cadavre s'ajoute à deux autres retrouvés la semaine passée dans la même commune de Gitega.

1.2. DES CAS DES ENLEVEMENTS ET DISPARITIONS FORCEES

Des enlèvements et disparitions forcés au Burundi dont sont victimes les présumés opposants politiques au troisième mandat du Président Nkurunziza se poursuivent. Les derniers cas relevés durant cette semaine concernent les victimes suivantes :

- Le Pasteur Ephraïm Masabarakiza est porté disparu depuis le 18 avril 2016. Sa femme ne sait pas où il se trouve après un dernier appel téléphonique datant du 17 avril 2016. Sa disparition entrerait dans le cadre de la répression des militaires ex FAB car Ephraïm Masabarakiza est aumônier militaire de l'Eglise Méthodiste Unie (EMUBU).
- Les nommés Rémy Matabura et Prosper Sinzinkayo sont portés disparus depuis le 17 avril 2015. Ils ont été arrêtés à leurs domiciles sur la colline Mugomera, commune Mugamba, province Bururi. Des hommes en uniformes militaires et de police dans un véhicule sans numéro d'immatriculation les ont enlevés et ont pris la route vers la commune frontalière de Matana. La famille et les proches n'ont aucune nouvelle du sort réservé à ces deux hommes.
- Enlèvements d'un pasteur Rwandais

Ce pasteur a été enlevé dans la province de Makamba colline Jimbi. Il s'appelle Emmanuel HAKIZIMANA. La Police a dit qu'il a été arrêté à cause des mauvaises relations entre le RWANDA et le BURUNDI. Il a été arrêté après avoir été enregistré par le responsable collinaire de JIMBI et le membre de sa famille qui l'hébergeait a lui aussi été arrêté par la police et a été emmené à la prison du poste de police de KIBAGO. Le Commissaire régional de la police connaît l'endroit où serait détenu le pasteur rwandais

1.3. DES CAS D'ARRESTATIONS, DE TORTURE ET DE DETENTIONS ARBITRAIRES

Arrestations abusives en commune Mugamba

La commune de Mugamba a été la cible d'arrestations, de tortures et de détentions arbitraires durant cette semaine. C'était le lendemain d'une attaque, par des auteurs inconnus, d'un bar où se trouvaient des membres du parti au pouvoir CNDD-FDD qui

prenaient la bière après une longue journée de manifestation contre les opposants politiques et les groupes armés. Des sources ont dénoncé une stratégie du pouvoir pour justifier la répression contre les zones contestataires du troisième mandat du Président ; Cette répression vise les jeunes de cette commune qui sont considérés comme les auteurs de l'attaque. Des habitants de cette commune, sont portés disparus tandis que d'autres ont été arbitrairement arrêtés. Les cas suivant illustrent les arrestations et disparitions:

- Un responsable administratif local de Mugamba du nom d'Emmanuel Nizigiyimana a été arrêté par la police du Groupement Mobile d'Intervention rapide (GMIR) le 19 avril 2016. La victime est le chef de zone Kivumu, commune Mugamba de la province Bururi. Des témoins rapportent l'avoir vu violemment tabassé par des policiers lors de son interpellation. Il est accusé de collaborer avec les groupes armés. Une accusation rejetée par les siens et les habitants de cette commune qui estiment que leur chef est victime simplement de n'être pas favorable aux exactions policières commises dans sa localité.
- La police a arrêté en dates du 18 et 19 avril 2016 au moins neuf jeunes gens dont un certain Arakaza alias « Quantité » dans la commune Mugamba, province Bururi. Les collines Kigina- Mugomera de la zone Vyuya, celles de la zone Nyagasasa et Nyatubuye ont été les plus touchées par ces arrestations et tortures policières. Un agent du service national des renseignements connu sous le sobriquet de Kazungu dont le nom de famille est Mathias Joseph Niyonzima est cité dans cette répression contre des civils. Lors de ces opérations, des sources sur place, dénoncent des intimidations et des paroles haineuses teintées d'ethnisme. Plusieurs personnes auraient été relaxées après avoir été interpellées et après avoir été rançonnées, lors de cette opération.
- Une personne arrêtée près de la police de la sécurité routière en Mairie de Bujumbura

En date du 18 avril 2016, le nommé Claude Arakaza a été arrêté par la police. La victime était arrivée tout près de la police de sécurité routière à Bujumbura lorsqu'elle a été surprise par des policiers qui l'ont arrêtée. La famille n'a pas été informée des raisons de cette arrestation qu'elle juge arbitraire et illégale.

- Trois membres d'une famille d'un ancien dignitaire frondeur du parti CNDD-FDD arrêtés en province de Ruyigi

En date du 20 avril 2016, sur la colline de Kiyagara, commune Gisuru, Province de Ruyigi, trois membres de la famille de Moise Bucumi, les nommés Habonimana Pascal, Seraphin et Delinch, ont été arrêtés dans la résidence de cet ancien gouverneur et Ministre et frondeur du parti CNDD-FDD. C'était après une fouille perquisition consécutive à une « attaque rebelle ». Les victimes ont été incarcérées au cachot de la police de Gisuru.

- Un journaliste et ses voisins interpellés mais relâchés par après en zone urbaine de Bwiza

Prosper Nzeyimana, journaliste présentateur à la RTNB (RadioTélévision Nationale du Burundi) et ses voisins ont été interpellés chez eux au quartier Jabe le matin du 20 avril 2016. Les policiers leur reprochaient de ne pas avoir des numéros d'identification sur sa maison. Conduits à la position policière de Jabe, ils ont par la suite été relâchés. Il faudrait signaler que lors des manifestations contre le mandat du président Nkurunziza de 2015, plusieurs numéros d'identification sur les maisons dans les quartiers "contestataires" avaient été effacés.

- Rafles au centre-ville de la Mairie de Bujumbura

En date du 21 avril 2016, la Brigade anti émeutes a effectué plusieurs arrestations au centre-ville de la mairie Bujumbura. Le motif de ces arrestations massives n'a pas été connu mais des changeurs de monnaies étaient parmi les victimes de ces arrestations. Les victimes ont été conduites au commissariat municipal. Certains auraient été libérés par la suite.

- Un représentant légal d'un parti d'opposition victime d'arrestation

Le président du parti politique APDR, Monsieur Aimable Bakundukize est détenu dans les cachots du SNR après avoir été arrêté le 22 avril 2016 devant les bureaux de la Présidence de la République. La victime répondait à un rendez-vous avec le chef de cabinet du Premier vice-président de la République. Il se serait montré non favorable, à travers sa sortie médiatique, au discours du Premier Vice-Président de la République qui mettait en cause certains représentants des pays qui restent au pays après que leurs pays respectifs aient suspendu la coopération et l'aide au gouvernement burundais. Il a été conduit aux cachots du service national des renseignements (SNR) manu militari où il reste détenu jusqu'à ce jour.

1.4. LES POLICIERS ET MILITAIRES ISSUS DES EX-FAB PRIS POUR CIBLES PAR LE POUVOIR CNDD-FDD

Les policiers et les militaires ex FAB ou supposés être contre le troisième mandat de Nkurunziza continuent d'être la cible du pouvoir. En effet, la répression devient de plus en plus inquiétante. Les cas inventoriés cette semaine sont les suivants :

- Un officier de l'armée, le Capitaine Didace Nizonkiza, est porté disparu depuis le 16 avril 2016. Il travaillait à l'Etat-major Général des forces Armées comme informaticien après avoir échappé à une première tentative d'enlèvement au mois de mars de cette année. Sa famille et ses proches l'ont perdu de vue et pensent qu'il ne serait plus en vie.
- Un militaire et un policier ont été tués dans une attaque attribuée aux agents des forces de défense nationale en date du 20 avril 2016 sur la colline de Kivumu en commune de Mugamba, province de Bururi. La même date, le Lt-Col Emmanuel

Buzubona , Ex-PMPA et le motard qui le transportait ont été tués le soir du 20 avril 2016 en zone urbaine de Kinama en Mairie de Bujumbura

- Le Major Alphonse Ntungwanayo Ex-FAB, détaché de l'armée et agent du UNOPS, est porté disparu depuis vendredi le 22 avril 2016. La victime vivait en Zone urbaine de Gihosha en mairie de Bujumbura. Cet officier de l'armée burundaise a été arrêté en date du 20 avril 2016 par des militaires de la garde présidentielle en poste au bureau de la Présidence de la République situé en zone urbaine de Rohero au centre de la capitale. La famille le cherche toujours mais sans espoir de le retrouver en vie.

II.FAITS SECURITAIRES

Attaques en commune de Mugamba :

Les attaques se multiplient en commune de Mugamba. Les habitants pointent du doigt les policiers et les militaires appuyés par des jeunes Imbonerakure du parti CNDD-FDD au pouvoir comme étant les auteurs de ces attaques armées. Ces attaques représailles sont consécutives à une attaque rebelle orchestrée en date du 16 avril 2016 dans un bar de la localité qui a ciblé des Imbonerakure en train de prendre la bière après une journée de manifestation contre les opposants politiques du pouvoir en place à Bujumbura.

Une fille blessée dans un bar en zone urbaine de Kinama

Bénigne Nkurunziza, la fille du propriétaire du bar « chez MASUMBUKO », a été blessée dans la nuit du 17 au 18 avril 2016. Des grenades ont été lancées dans ce bar se trouvant au quartier NGOZI, 4ème avenue, en zone urbaine de Kinama.

Grenades et tirs nourris en Mairie de Bujumbura

- Une grenade a été lancée au quartier Kajiji en zone urbaine de Kanyosha, dans la nuit du 17 /04/2016. Six personnes ont été blessées dont trois policiers. Les auteurs de ce crime n'ont pas été identifiés. Des tirs nourris ont également été entendus cette même nuit dans le quartier de Kibenga non loin de Kajiji.
- Des tirs nourris ont été entendus dans la nuit du 18/04/2016 dans les zones urbaine de Kinama, Jabe,Bwiza et Kamenge.
- Un mort et plusieurs blessés dans une attaque qui a visé un bar à Ngagara, au quartier 5 dans la nuit du 18 au 19 avril 2016. Les auteurs de cette attaque n'ont pas été identifiés mais les habitants ont été surpris que ladite attaque soit faite non loin d'un camp chargé de la protection des institutions sans que ces agents interviennent.

Un groupe armé libère un Lieutenant de l'armée nationale capturé

- Le groupe rebelle qui se réclame du Général Aloys Nzabampema a procédé à la libération d'un Lieutenant de l'armée nationale Alexis Irambona capturé lors des combats entre l'armée et cette rébellion le 23 mars 2016 dans la forêt de Rukoko. Le capturé a été remis dans un état normal aux agents du CICR en date du 22 avril 2016.

Attaque à la grenade : le Ministre burundais de la Solidarité Nationale des droits de l'homme et du genre ciblé, son épouse blessée.

- En date du 24 avril 2016, à la mi-journée devant l'Eglise "Guérison des Ames" dans le quartier de Nyakabiga (centre de Bujumbura), une grenade a été explosée par des gens non identifiés. La cible de cette attaque à la grenade était le Ministre burundais des droits de l'homme, Martin Nivyabandi. Sa femme aurait été blessée.

Une attaque dirigée contre le domicile d'un officier de police OPC2 Donatien Ndabigeze .

- Dans la soirée de ce même dimanche ; vers 19 h 30 une attaque a été dirigée contre le domicile d'un officier de police OPC2 Donatien Ndabigeze ; résident à Gatunguru en commune Mutimbuzi de la province Bujumbura rural, conduite par 5 hommes armés de fusils selon le porte-parole de la police. a fait 2 morts dont l'épouse de l'officier et son beau-frère : l'officier Cette attaque a été grièvement blessée au niveau de la jambe. Les auteurs n'ont pas été identifiés.

Une grenade a été lancée sur la colline Munanira en commune de Bisoro dans la province de Mwaro

- Dans la même nuit du 24 avril 2016, vers 20h , une grenade a été lancée sur la colline Munanira en commune de Bisoro dans la province de Mwaro au domicile d'une femme âgée de 31 ans du nom de Francine Nimbona, cette dernière a trouvé la mort sur le champ, les auteurs n'ont pas été identifiés mais 4 personnes ont été arrêtées pour des raisons d'enquête .

- Le chef de poste de la police en commune de Burambi s'est volatilisé

Des sources concordantes proches de la police indiquent que le chef de poste de police en commune de Burambi qui porte le nom de Gaston est introuvable depuis jeudi de la semaine passée. Cet officier de police a échappé de plus bel lors de l'attaque sur un bistrot à Murago en commune de Burambi il y a un mois.

Certaines sources indiquent que cet officier aurait refusé d'exécuter des ordres illégaux émanant de ses chefs hiérarchiques. Il a rejoint la police nationale après avoir évolué

comme combattant à l'ex mouvement armé : le front de libération nationale « Frolina » en sigle.

Il a été chef de poste de la police en commune de Mabanda de la province de Makamba puis chef de poste de police en commune de Songa de la province de Bururi et aujourd'hui il était chef de poste de la police en commune de Burambi de la province de Rumonge.

➤ **Deux policiers grièvement blessés lors d'une tentative d'évasion à la prison de Rumonge**

Les informations recueillies à la prison de Rumonge indiquent que la nuit du 24 avril 2016 vers minuit, 10 prisonniers qui étaient gardés dans les cellules de correction « appelés cachots » ont pu sortir de cette prison en coupant les grillages et ont escaladé le premier mur et armés de hache se sont jetés sur un policier qui assure la garde et ont pris son fusil. Ils ont commencé à tirer vers les policiers qui assuraient la garde et d'autres policiers ont riposté. Ces prisonniers ont blessé grièvement deux policiers qui sont pour le moment hospitalisés mais ces prisonniers n'ont pas pu s'échapper et ont été maîtrisés.

Le lendemain matin, les officiers de police judiciaire de Rumonge étaient en train de confectionner leurs dossiers pénaux au sein de la prison et ont été poursuivis pour des infractions dont tentative d'assassinat, détention illégale d'armes à feu et destruction méchante.

III. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les différentes allégations et autres faits sécuritaires rapportés dans ce bulletin sont révélateurs de la situation toujours préoccupante au Burundi. Les allégations de violations et les faits sécuritaires mettent en exergue, en effet, une situation politico-sécuritaire toujours malsaine et qui devrait interpeller les différents protagonistes pour s'atteler à la recherche de solutions durables, afin de restaurer la sérénité dans le pays.

Au vu de l'évolution de la situation, la Ligue Iteka recommande ce qui suit :

A) Au Gouvernement du Burundi :

- De faire cesser la répression à l'endroit des populations civiles ;

B) A l'Union Africaine et le Conseil de Sécurité de l'ONU:

- De continuer à pousser le Burundi à avancer sur la voie du dialogue ;
- D'envoyer une force militaire de protection de la population en détresse.
- D'éviter de prendre à la légère la situation de violation des droits de l'homme au Burundi en envoyant une force de protection de la population dans l'urgence

- D'arrêter sans délais les violations flagrantes des droits de l'homme qui se généralisent au Burundi ;
- D'appuyer la décision prise par l'Union africaine qui consistait à envoyer des forces militaires de protection de la population burundaise en détresse.

C) A la médiation dans le conflit Burundais

- De relancer le processus et de l'accélérer jusqu'à son aboutissement.

D) A la population

- De ne pas céder aux sollicitations et enseignements divisionnistes ;
- De rester solidaire et de dénoncer tout acte d'insécurité.